



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté  
de la Légalité et de l'Environnement**

**Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la  
Protection des Milieux**  
Affaire suivie par : CM  
n° 2025- 75-PC

Marseille, le

**15 MAI 2025**

**Arrêté préfectoral n° 2025-75-PC portant prescriptions complémentaires à la société PANZANI  
située à Marseille 13011**

**Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur  
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud  
préfet des Bouches-du-Rhône  
préfet de police des Bouches-du-Rhône**

**Vu** le code de l'environnement et notamment le titre Ier de son livre V ;

**Vu** plus particulièrement les articles R.181-45, R.515-70-I et R.515-71-I du code de l'environnement ;

**Vu** le décret pris en conseil des ministres du 3 janvier 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

**Vu** le décret pris en conseil des ministres du 12 mars 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, en outre préfet de police des Bouches-du-Rhône ;

**Vu** le décret du 13 septembre 2023 portant nomination de madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet de la zone de défense et de sécurité sud, Préfet des Bouches-du-Rhône ;

**Vu** l'arrêté du 17 février 2025 portant délégation de signature à madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, secrétaire générale adjointe de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

**Vu** la décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la Commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agroalimentaire et laitière (BREF FDM), parue au journal officiel de l'Union européenne le 04 décembre 2019 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 27 février 2020, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux, relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

**Vu** l'arrêté préfectoral N° 169-2007 A du 14 octobre 2010 autorisant la société PANZANI à exploiter un entrepôt couvert et des installations de réfrigération dans le cadre d'une régularisation administrative, et une mise à jour des prescriptions du site de Marseille (13011) ;

**Vu** le dossier de réexamen de l'exploitant au regard des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives aux activités de traitement et transformation de matières premières en vue de

la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux, parues au sein de la décision susvisée transmis au préfet des Bouches-du-Rhône par courrier du 21 décembre 2023 ;

**Vu** le porter à connaissance relatif au « *positionnement rubrique 2220-1 et Article 4.1.1* » du 2 octobre 2024 sollicitant l'autorisation d'augmenter le volume d'eau prélevé ;

**Vu** le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 28 février 2025 ;

**Vu** la procédure contradictoire menée auprès de l'exploitant par l'envoi du projet d'arrêté par courrier daté du 18 mars 2025 réceptionné le 20 mars 2025 ;

**Vu** les observations de l'exploitant reçues par courrier daté du 4 avril 2025 ;

**Considérant** que la société PANZANI Usine de La Montre s'est engagée à s'organiser de manière à ne pas dépasser le volume d'eau prélevé annuel de 45 000 m<sup>3</sup>/an autorisé par arrêté ministériel du 27 février 2020 susvisé ;

**Considérant** que les activités de fabrication de pâtes sèches relèvent notamment de la rubrique IED principale 3642 et sont à ce titre couvertes par les meilleures techniques disponibles relatives aux activités de traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux (BREF FDM – Food, Drink and Milk) qui lui sont applicables ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation prévues dans le dossier de réexamen présenté et ses compléments, permettent de se conformer aux meilleures techniques disponibles et aux niveaux d'émission associés applicables au type de traitement de déchets pratiqué par l'exploitant ;

**Considérant** que ces meilleures techniques disponibles sont rendues opposables au fonctionnement des installations de l'exploitant par l'arrêté ministériel du 27 février 2020 susvisé ;

**Considérant** donc qu'il y a lieu de faire application des dispositions prévues par l'article R. 181-45 du code de l'environnement pour les rendre opposables au fonctionnement des installations de l'exploitant ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – Exploitant titulaire de l'autorisation**

La société **PANZANI**, dont le siège social se trouve 141 cours Gambetta - Lyon, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation de son usine de fabrication de pâtes sèches – PANZANI Usine de La Montre - située 136, route de La Valentine – Marseille 11<sup>e</sup>.

**Article 2 – Modification du tableau des rubriques ICPE autorisées par l'arrêté préfectoral n°169-2007 A**  
Les dispositions de l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2010 sont remplacées par les dispositions ci-après :

#### **Article 1.2 - Nature des installations**

Le tableau ci-après précise la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées autorisées sur le site :

Rubriques	Désignation des activités et seuils	Caractéristiques des installations	Régimes ( <sup>1</sup> )
3642-2-a	Traitement et transformation en vue de la fabrication de produits alimentaires issus 2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production : a) Supérieure à 300 tonnes de produits finis par jour	Fabrication de pâtes alimentaires à base de produits végétaux (semoule) Capacité de production semoule : 500 t/jour (90000 t/an)	A
2160-2-b	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques : 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 900 000 m <sup>3</sup>	Entrepôts couverts autres que 1511 Tonnage maxi présent : 8 600 t (19 900 palettes de 200 à 700 kg) Capacité maximale : 102 666 m <sup>3</sup>	E
1185-2-a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Fluides frigorigènes : - Groupe froid carrier 1 et 2 : 28 kg de R410A par appareil. - Groupe froid carrier 3 : 109 kg de R1234ZE - Groupe CIAT : 120 kg de R410A - Rooftop ETT 1 -2-3- et 4. 26 kg de R410A par appareils. - Rooftop ETT spaghetti. 44 kg de R410A. - Rooftop ETT atelier spécialisé 52 kg R410A. Quantité de fluides frigorigènes sur site : environ 485 kg	DC
2662-3	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de). Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur ou égale à 1 000 m <sup>3</sup> 3. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	Stockage de bobines de films plastiques sur palettes Quantité stockée : 400 m <sup>3</sup>	D
2910-A-2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole	2 chaudières gaz naturel (dont 1 est en secours) Puissance thermique maximale : 15 MW	DC

Rubriques	Désignation des activités et seuils	Caractéristiques installations	des Régimes (1)
	liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW		
2925-1	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d'). 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW (1) Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers	Postes de chargement de chariots élévateurs répartis dans l'établissement : - Entrée « galerie conditionnement » - Entrepôt - Zone 9 du bâtiment de fabrication - Stockage bobines sous-sol Puissance maximale : 72 kW	D

(1) : A : Autorisation, E : Enregistrement, D : Déclaration, DC : Déclaration avec Contrôle, NC : Non classée

Des installations soumises aux rubriques ci-après sont également présentes sur le site sans atteindre le seuil de la déclaration : 1530-2, 1532-2 et 2160-2.

### Article 3 – Modification des dispositions du chapitre 1.9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°169-2007 A

Les dispositions du chapitre 1.9 de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2010 sont remplacées par les dispositions ci-après :

#### Chapitre 1.9 – Arrêtés, Circulaires, Instructions applicables

Liste non exhaustive :

Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

Arrêté du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques **3642**, **3643** ou **3710** (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques **3642** ou **3643**) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique **1510**

Arrêté du 4 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° **1185**

Arrêté du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° **2662** (Stockage de polymères : matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)



Arrêté du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique **2910**

Arrêté du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° **2925** " accumulateurs (ateliers de charge d')"

#### **Article 4 – Modification des prescriptions relatives au prélèvement en eau**

Les dispositions de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2010 sont remplacées par les dispositions ci-après :

##### **Chapitre 4.1.1 - Origine des approvisionnements en eau**

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Coordonnées du point de prélèvement En Lambert 93	Prélèvement maximal (15 juillet au 31 août)	Prélèvement maximal (autres périodes)	Prélèvement maximal
				Journalier (m³/j)	Journalier (m³/j)	Annuel (m³/an)
Réseau d'eau de ville	Canal de Marseille (Durance et Verdon en cas de nécessité)	Saint Estève-Janson 06091309300 2	X= 9000885,59 m Y= 6246617,79 m	150 m³/j	180 m³/j	45000 m³/an

#### **Article 5 – Modification des prescriptions relatives aux effluents aqueux**

Les dispositions de l'article 4.3.4 de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2010 sont remplacées par les dispositions ci-après :

##### **Article 4.3.4 – Localisation des points de rejets**

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Il s'agit des eaux sanitaires et des eaux d'usines (hydratation des semoules, lavage des moules).

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant. Ils sont régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : eaux usées industrielles, eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux de refroidissement, eaux vannes, etc.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

N° point de rejet	Coordonnées Lambert 93	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel ou de récepteur Station traitement collective	Conditions de raccordement
Pt N°1	X=900705,20 m Y=6246410,38 m	Eaux de lavage moules + eaux sanitaires	Réseau d'égout public en limite du site relié à la STEP communale	Mer Méditerranée réceptrice de la station de traitement collective	Rejet canalisé avec convention de rejet
Pt N°2	X=900705,20 m Y=6246410,38 m	Eaux pluviales	L'Huveaune	-	Point de rejet après séparateur hydrocarbures
Pt N°3	X=900807,87 m Y=6246337,13 m	Eaux pluviales	L'Huveaune	-	Point de rejet après séparateur hydrocarbures

#### Article 6 – Modification des dispositions du chapitre 4.3.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°169-2007 A

Les dispositions de l'article 4.3.7 de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2010 sont remplacées par les dispositions ci-après :

#### Article 4.3.7 – Valeurs limites des eaux résiduaires

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Paramètres	Code SANDRE	Concentration (Prélèvement asservi au débit sur 24h)	Flux	Fréquence d'autosurveillance	Fréquence des contrôles externes
Débit journalier maximum		80 m³/j		En continu	Trimestrielle
pH		5,5 et 8,5		Journalière	Trimestrielle
Température		≤ 30 °C		En continu	Trimestrielle
Couleur		< 100 mg/l Pt		Annuelle	
Azote Global (NG)	1551	20 mg/l	1,6 kg/j	Mensuelle	Semestrielle
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	400 mg/l	32 kg/j	Mensuelle	Semestrielle
Phosphore total (PT)	1350	2 mg/l	0,16	Mensuelle	Semestrielle

Matières en suspensions totales (MEST)	1305	500 mg/l	40 kg/j	Mensuelle	Semestrielle
Demande biochimique en oxygène (DBO5)	1313	100 mg/l	8 kg/j	Mensuelle	Semestrielle
Chlorures (Cl-)	1337	500 mg/l	40 kg/j	Mensuelle	Semestrielle

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation de rejet délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. L'exploitant transmet cette autorisation de rejet au préfet.

Les contrôles externes (prélèvements et analyses) sont réalisés par un organisme agréé par le ministère de l'écologie ou choisi en accord avec l'inspecteur des installations classées. Ils doivent être réalisés lors de périodes de lavage des moules de fabrication.

Ces résultats sont accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés, ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

## Article 7 – Publicité

Conformément à l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

## Article 8 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille (31 rue Jean François Leca, 13002 Marseille), qui peut également être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1. par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
2. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article [L. 181-3](#) dans un délai de deux mois à compter de :
  - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article [R.181-44](#) ;
  - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article ;

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Pour les décisions mentionnées à l'[article R. 181-51](#) du code de l'environnement et suivant les modalités de ce même article, les recours contentieux et les recours administratifs s'y rapportant doivent être obligatoirement notifiés à l'auteur de la décision et au bénéficiaire sous peine d'irrecevabilité ou de non prolongation du délai de recours de contentieux. Il en va de même pour les recours en annulation ou réformation des décisions juridictionnelles s'y rapportant. A ce titre, l'affichage et la publication de la décision concernée mentionnent cette obligation légale et réglementaire.

## **Article 9 –Exécution**

- Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône
- Monsieur le maire de Marseille
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement
- Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours
- Monsieur le directeur de la direction départementale des territoires et de la mer
- Et toutes autorités de police et de gendarmerie

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,  
la secrétaire générale adjointe



Marie-Pervenche PLAZA